



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE
N°VI-AR-2023/597

Objet: Arrêté portant permission de stationnement d'une benne.

Lieu

2, rue Paul Doumer
91150 Etampes

Permissionnaire

3.5.7 IMMO
M. Hadrien Klinge
12 Place Saint Gilles
91150 Etampes

Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2212-2 et L 2213-1;

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code de la Route,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions modifiée et complétée par différents textes dont la dernière modification d'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021,

VU la délibération n°VI-DEL-2022-116 du Conseil municipal en date du 7 décembre 2022, fixant le tarif des redevances à percevoir au profit de la Commune, pour occupation du domaine public

VU la demande en date du 20 octobre 2023 par laquelle le permissionnaire ci-dessus mentionné sollicite l'autorisation d'installer une benne rue Paul Doumer au droit du n°2 à Etampes, les jeudi 2 et vendredi 3 novembre 2023. L'entreprise AZ BATI 91 ayant son siège social 35 route de Méréville 91670 Angerville devant entreprendre ces travaux d'évacuation de gravats tout-venant suite à des travaux chez Monsieur Manuel Puigvert demeurant 42 rue Paul Doumer 91150 Etampes,

VU la plan d'alignement,

VU l'état des lieux,

Sur proposition des Services Techniques Municipaux,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public pour le stationnement d'une benne, rue Paul Doumer au droit du n°2 à Etampes, à charge pour lui de se conformer aux dispositions portant règlement général sur la conservation et la surveillance des voies communales, ainsi qu'aux conditions spéciales d'exécutions suivantes :

DÉPÔT DE BENNE

Le dépôt d'une benne ou machine de ravalement sera disposé de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique ou ses dépendances.

Le permissionnaire sera tenu pour seul responsable de tout accident qui pourrait survenir du fait de son installation ou par défaut ou insuffisance de la signalisation de son chantier.

ARTICLE 2 : AVIS D'OUVERTURE DE CHANTIER

Sans objet.

ARTICLE 3 : SIGNALISATION DE CHANTIER

L'installation doit être signalée pendant le jour et constamment éclairée d'une intensité suffisante pendant la nuit, à la diligence et aux frais du permissionnaire.

ARTICLE 4 : CONDITION D'EXECUTION

Le permissionnaire prendra toutes les précautions de manière à éviter la chute de matériaux sur la voie publique.

Le permissionnaire est tenu de respecter les règles et le régime du stationnement existant dans la voirie.

L'emprise sur la voie publique ne pourra excéder 2 m de largeur sur 5 m de longueur.

Il sera obligatoirement ménagé un passage libre pour piéton sur le trottoir de 1 m de largeur minimum.

ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION

La présente autorisation est accordée à titre précaire pour les jeudi 2 et vendredi 3 novembre 2023.

ARTICLE 6 : ENTRETIEN DES OUVRAGES

Sans objet.

ARTICLE 7 : RECOLEMENT

Sans objet.

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

Sans objet.

ARTICLE 9 : PERMIS DE CONSTRUIRE

L'installation d'une benne donne lieu à la mise en recouvrement d'une redevance pour occupation du domaine public calculée comme suit :

5.00 euros par jour

ARTICLE 9 : PERMIS DE CONSTRUIRE

Sans objet.

ARTICLE 10 : CONDITIONS GENERALES DES AUTORISATIONS

L'autorisation est rigoureusement personnelle, toute occupation du domaine public par une tierce personne est totalement interdite.

En cas de changement de propriétaire, une nouvelle demande d'autorisation devra être déposée en Mairie, par l'intéressé.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d' occupation.

En cas de détérioration et dégradations ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Elle est pour tout ou partie révocable, à toute époque, sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées par le règlement général ou énumérées ci- dessus.

Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie, si il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Les contraventions sont constatées par le Maire, les Maires Adjoints, les ingénieurs, les commissaires et agents de police, les gendarmes, les agents de police municipaux, et en général par tous les agents dûment assermentés.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté est transmis à :

Madame La Commissaire de Police, Cheffe de la circonscription d'Etampes,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Etampes,
Les Services Techniques Municipaux, et le service de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : AMPLIATION

Ampliation de la présente autorisation sera adressée au permissionnaire.

Fait à Etampes, le 20 octobre 2023.

Date de publication le **26 OCT. 2023**

Pour extrait certifié conforme,

Par Délégation du Maire,
Jean-Michel JOSSO
Adjoint au Maire
En charge de la Voirie
De la Propreté

